

# La montée de la partisanerie et comment elle paralyse les parlements

La partisanerie permet à des groupes de personnes qui partagent des idées similaires de s'organiser efficacement en politique. C'est un aspect accepté et acceptable de la démocratie parlementaire. Or, lorsque l'hyperpartisanerie s'installe en politique, cela peut être préjudiciable à la façon dont les parlementaires servent leurs électeurs et atténuer considérablement la façon dont ces électeurs voient leurs représentants. Dans le présent article, l'auteur revient sur ses expériences à l'Assemblée législative de l'Alberta et suggère trois façons pour lui, ses collègues et d'autres parlementaires d'un bout à l'autre du pays de renverser la tendance à l'hyper-partisanerie. Premièrement, il suggère aux parlementaires de traiter leurs adversaires politiques comme des collègues et de chercher des occasions d'apprendre à les connaître à l'extérieur de l'Assemblée législative. Deuxièmement, il exhorte les parlementaires à chercher des solutions pour traiter de la législation dans l'environnement moins partisan et davantage axé sur la collaboration d'un comité. En dernier lieu, il recommande de faire un effort conscient pour élever le niveau de débat, de discussion et de décorum dans chaque assemblée législative respective. Le présent article a été soumis à l'occasion du 39<sup>e</sup> Colloque parlementaire régional canadien de l'Association parlementaire du Commonwealth à Charlottetown, le 11 octobre 2017.

## Richard Starke, député provincial

Quand j'ai été élu député provincial pour la première fois en avril 2012, j'ai occupé un siège du gouvernement. À ma réélection en 2015, je me suis retrouvé du côté de l'opposition, l'un des neuf membres d'un caucus progressiste-conservateur beaucoup plus petit. Dans l'espace restreint dont je dispose pour le présent article, je ne raconterai pas toutes les manigances et intrigues qui se sont tramées dans la politique albertaine depuis ce temps-là, sauf pour dire que cela ressemble à un spectacle de Shamu à Seaworld, auquel on est tenu d'assister des trois premières rangées.

En abordant le sujet de la partisanerie en tant que député qui a siégé au gouvernement et dans l'opposition, à la fois comme ministre et comme simple député, je peux tirer parti d'expériences qui offrent des points de vue différents sur le sujet.

Toutefois, mon expérience en tant que parlementaire remonte à de nombreuses années, lorsque j'étais adolescent et que j'ai adhéré à ce qu'on appelait à l'époque le TUXIS et Older Boys' Parliament de l'Alberta. Il s'agit d'un modèle de parlement jeunesse qui fonctionne sans interruption en Alberta depuis 1919 (des organisations semblables existent dans la plupart des autres provinces), et j'y ai été membre de 1975 à 1981. Pendant mes années à ce parlement, j'ai occupé plusieurs postes ministériels



Richard Starke

en plus de remplir les fonctions de chef suppléant de l'opposition, de premier ministre et de président de la Chambre.

Je mentionne cette organisation parce qu'elle était unique dans la façon dont elle abordait le débat parlementaire. Les députés étaient séparés en deux camps, soit le gouvernement et l'opposition, mais chaque vote au Parlement était un vote libre. Il n'y avait

---

*Richard Starke est député de Vermilion-Lloydminster (Alberta) et siège comme progressiste-conservateur.*

pas de partis politiques, et chaque député était libre de s'exprimer et de se faire sa propre opinion sur tous les sujets. Nous suivions les règles de Beauchesne, et nous avons beaucoup appris sur ce qu'il fallait pour élaborer une bonne loi, la façon de modifier la législation pour l'améliorer et l'importance d'écouter les opinions des autres, même celles avec lesquelles vous n'étiez pas d'accord.

Quelque 30 ans plus tard, en 2012, je me suis retrouvé assis dans ces mêmes sièges à l'Assemblée législative à Edmonton. Je suis arrivé rempli d'idéalisme et de naïveté, comme, je suppose, de nombreux députés nouvellement élus. Dans mon premier discours, j'ai dit à mes nouveaux collègues qu'aucun parti n'a le monopole de toutes les bonnes idées et que le fait qu'une idée émane du Parti libéral, du NPD, du Parti Wildrose ou du Parti progressiste-conservateur ne devait pas avoir d'importance; ce qui devait importer, c'est si c'était une *bonne* idée. Je me souviens d'avoir eu droit à une bruyante manifestation d'approbation après laquelle j'ai senti que mes 86 collègues et moi étions prêts à nous retrousser les manches et à nous mettre au travail.

Tout cela a changé en un clin d'œil!

Commençons par la période des questions. C'est l'heure du jour de séance qui retient sans doute le plus l'attention des médias (et donc du public). À bien des égards, c'est une honte. Ce n'est pas que, en théorie, la période des questions présente des lacunes; ce devrait être le moment où le gouvernement est tenu de rendre des comptes aux simples députés des deux côtés de l'assemblée. Dans un monde parfait, les députés posent des questions pointues et pertinentes, et le premier ministre et les ministres donnent des réponses claires et réfléchies.

Voilà pour le principe.

Mais si votre assemblée législative ressemble le moins à la nôtre, on l'appelle Période de questions, et non Période de réponses, pour une raison : il y a beaucoup de questions, mais peu de contenu dans les réponses qui sont données. Et la faute à cet égard doit revenir aux deux côtés de la Chambre. Lorsqu'une question est ponctuée d'expressions comme « culture de la corruption » ou « le ministre est tellement inepte qu'il a besoin d'aide pour trouver les toilettes », il n'est pas étonnant que la réponse qui en découle soit également de nature incendiaire.

La température dans la Chambre augmente inévitablement, ainsi que le volume et la fréquence du chahut. Tout cela se déroule sous les yeux d'élèves de 6<sup>e</sup> année venus de partout dans la province pour voir leurs représentants en action. Nous avons déjà reçu un

certain nombre de lettres de la part des enseignants de ces élèves indiquant qu'ils ne viendront plus jamais à l'Assemblée législative avec une classe ou que, s'ils le font, ils partiront avant la période des questions. Ils soulignent que de tels comportements puérils et irrespectueux ne seraient jamais tolérés dans leur salle de classe, et qu'ils ne souhaitent pas donner à penser à leurs élèves que de tels comportements sont normaux ou acceptables.

La période des questions, c'est du théâtre politique. Je comprends cela. Or, si on poursuit l'analogie, on oscille entre la tragédie et la comédie, parfois dans la même série de questions. Lorsque j'étais ministre, on m'a entraîné à utiliser la question comme une « porte d'entrée » pour passer les messages clés du jour émanant du gouvernement. Et, dans la dernière de la série de réponses, celle où vous avez le dernier mot, il vous faut décocher une flèche à l'opposition, si obtus ou déconnecté que soit le lien avec la question à l'étude.

Cela peut sembler difficile à croire, mais il y a des gens qui nous regardent. Un nombre incroyablement élevé de personnes. Je ne cesse de m'étonner de voir combien de personnes viennent me voir pour dire qu'ils regardent la période des questions tous les jours. Je leur réponds invariablement qu'il existe un programme en 12 étapes pour se défaire de cette mauvaise habitude, ou je leur suggère de cultiver un passe-temps plus productif.

Heureusement, la tâche de législateur transcende la période des questions. Toutefois, la partisanerie règne même dans le très sérieux travail consistant à élaborer des lois, à en débattre et à les adopter. Je trouve cela particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de modifier des lois. L'un des souvenirs les plus vifs de ma première session remonte au Projet de loi 1 de notre gouvernement. L'opposition a présenté un amendement que je considérais éminemment raisonnable. Il était réfléchi, bien rédigé et renforçait l'objet de notre loi. Je pensais que son appui serait une évidence et je suis allé voir le whip de notre caucus pour lui dire que je pensais que nous devrions voter en faveur de l'amendement.

Il m'a regardé et a souri. « Vous êtes nouveau ici, n'est-ce pas? » La seule chose qui manquait était une petite tape condescendante sur la tête.

« Eh bien, oui, ai-je répondu, je suis nouveau, mais je pense que c'est un bon amendement. Il améliore la législation. Nous devrions voter en faveur. »

Notre whip a répondu : « Eh bien, c'est peut-être le cas, mais comprenez que nous ne votons pas en faveur des amendements de l'opposition. Jamais. »

J'étais incrédule. « Pourquoi pas? Je pensais que notre

travail était d'élaborer la meilleure législation possible, et de le faire dans le cadre d'un effort collectif. »

Encore une fois, le sourire condescendant. « Non, voyez-vous, si nous votions pour les amendements de l'opposition, cela lui donnerait simplement de l'espoir. Nous ne voulons pas ça. »

Et cela s'est répété tout au long de mon premier mandat. Quelques amendements très mineurs étaient acceptés, soit pour combler une lacune flagrante dans la loi, soit pour introduire un très léger changement. Toutefois, dans plus de 90 % des cas, les amendements étaient balayés du revers par la majorité gouvernementale.

Il y a plusieurs années, nous avons tenu des élections en Alberta, portant un autre parti au pouvoir. C'est rare en Alberta, mais quand cela arrive, ce changement s'accompagne généralement de promesses de faire les choses différemment, de trouver une meilleure façon de gouverner. Je me suis retrouvé sur les bancs de l'opposition, mais j'étais prêt à croire le nouveau gouvernement sur parole. Après tout, il avait promis de faire les choses différemment.

Eh bien, il n'a pas fallu longtemps pour que le ballon éclate. Les amendements de l'opposition ont été rejetés au même rythme et à la même constance qu'à l'époque de notre gouvernement. Bon, ne vous méprenez pas : le nouveau gouvernement fait certaines choses très différemment, et je dirai franchement que certains de ces changements sont les bienvenus. Dans la Chambre, cependant, même si les noms, les visages et les partis ont changé, la pièce de théâtre est restée la même. La période des questions est une pagaille générale. Les amendements de l'opposition sont rejetés; souvent, le ministre qui parraine le projet de loi n'est même pas à la Chambre pour en expliquer les raisons.

Nous devons nous demander si cela sert nos électeurs. Et où pourrait mener le refus de travailler ensemble, d'un côté comme de l'autre des banquettes. Ma crainte est que nous retrouvions dans la même situation que nos homologues américains au Congrès depuis vingt ans : l'impasse et la discorde.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Avant le milieu des années 1990, le Congrès était un endroit où les démocrates et les républicains travaillaient ensemble. Pendant des décennies, les démocrates ont eu la majorité, mais l'accent était mis sur la tâche à accomplir, et la mesure du succès tenait à la qualité et à la quantité des lois qui ont été débattues et adoptées. Les deux partis ont reconnu le besoin de travailler ensemble pour faire adopter une loi. En coopérant, les deux partis pouvaient intégrer des changements qui sont importants aux yeux

*« Nous devons cependant nous rappeler que la grande majorité de la population, les personnes qui nous ont élus pour les servir, ne vivent pas dans le monde politique. Elles vivent dans le monde réel. Elles vivent dans un monde où toutes les conversations ne tournent pas à la confrontation, où l'on tente de trouver des solutions communes, où il y a des concessions mutuelles et où des plans sont élaborés au-delà du prochain cycle électoral »*

de leurs mandants. Il s'agissait non pas de gagner ou de perdre, mais de faire avancer les choses. Comme l'a si bien dit Harry Truman : « C'est incroyable ce que l'on peut accomplir lorsqu'on ne se soucie pas de savoir qui en aura le mérite. »

Qu'est-ce qui a changé et pourquoi?

Dans son ouvrage *Leaders Eat Last*, l'auteur Simon Sinek décrit comment, avant le milieu des années 1990, les membres du Congrès ont été encouragés à déménager leur famille à Washington, et à y passer le plus clair de leur temps. Là, ils existaient dans leur petit monde à eux; leurs enfants fréquentaient les mêmes écoles, et ils pratiquaient leur culte dans les mêmes églises. Ainsi, ils discutaient bec et ongles sur la politique le jour, et ils assistaient aux mêmes concerts scolaires, barbecues dans les jardins et cocktails le soir. Des amitiés se sont nouées, dont bon nombre ont transcendé les lignes de partis. Malgré des divergences politiques inévitables, il y avait un niveau de confiance et de respect mutuels même parmi les adversaires politiques, et cette coopération a fait en sorte que le Congrès fonctionnait réellement.

Les dirigeants républicains du milieu des années 1990 étaient cependant de plus en plus frustrés par la longue série de majorités démocrates et ont décidé d'apporter une kyrielle de changements radicaux à la façon dont les

choses se déroulaient à Washington. La coopération était terminée, le contrôle était en place. L'orientation a changé; on privilégie désormais de « gagner les prochaines élections » plutôt que de « faire avancer les choses ». L'un des changements clés a été l'accent mis sur la collecte de fonds. Dès lors, les membres du Congrès passaient maintenant la majorité de leur temps dans leurs districts d'origine, et beaucoup moins de temps à Washington. Ils prenaient l'avion le mardi matin, siégeaient pendant trois jours et retournaient dans leur district le jeudi soir. En conséquence, ils ont, pour la plupart, laissé leur famille à la maison, de même que la possibilité d'établir des relations de confiance et de respect mutuel avec les membres des autres partis. Le désir de gagner a supplanté celui de servir.

Combien d'entre vous ont entendu des gens dire : « J'aimerais que les politiciens ne se préoccupent pas seulement de gagner les prochaines élections. » Je sais que pour ma part, je l'ai entendu. Et je le comprends : dans l'univers politique, la réélection est importante.

Nous devons cependant nous rappeler que la grande majorité de la population, les personnes qui nous ont élus pour les servir, ne vivent pas dans le monde politique. Elles vivent dans le monde réel. Elles vivent dans un monde où toutes les conversations ne tournent pas à la confrontation, où l'on tente de trouver des solutions communes, où il y a des concessions mutuelles et où des plans sont élaborés au-delà du prochain cycle électoral. Et bon nombre d'entre elles, parce qu'elles ne voient pas ces comportements dans le monde politique, sont devenues frustrées, désillusionnées et déconnectées de ce monde.

Une de mes citations préférées provient de l'auteur américain, théologien et abolitionniste Henry Freeman Clarke : « Un homme politique pense à la prochaine élection, un homme d'État, à la prochaine génération. »

À votre avis, qui nos électeurs choisiraient-ils?

Il y a des conséquences tangibles de ce virage vers l'hyperpartisanerie dans nos assemblées législatives. Le degré de désillusion et de déconnexion que les gens ressentent à l'égard de leurs représentants est profondément préoccupant. Le monde politique qu'ils voient dans les journaux télévisés, sur YouTube ou sur d'autres plateformes de médias sociaux ne ressemble aucunement à leur réalité. Les êtres humains normaux ne se comportent pas ainsi et ne traitent pas leurs collègues comme nous le faisons.

Vous vous souvenez de cette classe de 6<sup>e</sup> année? Est-il étonnant que les jeunes électeurs, les jeunes de la génération du millénaire comme mes deux fils et leur

cercle d'amis, se sentent complètement déconnectés du monde politique? Les partis politiques consacrent énormément de temps et d'argent à tenter de mobiliser de jeunes électeurs sans jamais se demander ce qui les a amenés à se désintéresser de la politique. Comme mon professeur à l'école de médecine vétérinaire nous le rappelait : « N'importe quel imbécile peut voir que le cheval boite. Vous êtes censés comprendre pourquoi il boite. »

*« Nos électeurs nous voient nous arroger le pouvoir politique au lieu de le partager. Une charge publique électorale, autrefois considérée comme une noble quête, est maintenant perçue comme un moyen de servir ses propres intérêts égoïstes. »*

Nos électeurs nous voient nous arroger le pouvoir politique au lieu de le partager. Une charge publique électorale, autrefois considérée comme une noble quête, est maintenant perçue comme un moyen de servir ses propres intérêts égoïstes. Cette perception a une autre conséquence : quelle personne sensée choisirait de participer dans ce contexte? Non seulement la participation et l'intérêt des électeurs diminuent, mais l'intérêt à obtenir une charge électorale a également diminué. Je crains que cela ne décourage de façon disproportionnée les femmes de briguer des sièges. Dans notre province, quand je vois les attaques misogynes virulentes à l'endroit de l'ancienne première ministre Alison Redford, de la première ministre actuelle Rachel Notley, de la première ministre Kathleen Wynne en Ontario ou de plusieurs de mes collègues actuelles, il n'est pas étonnant que nous devions déployer des efforts particuliers pour accroître la voix des femmes dans nos assemblées législatives.

Donc, si nous sommes d'accord pour dire que l'hyperpartisanerie dans nos assemblées législatives est un véritable problème, qu'elle a des conséquences réelles et qu'il faut remédier à ces conséquences, que pouvons-nous faire à cet égard? Élus, législateurs et parlementaires, quel rôle pouvons-nous jouer pour inverser cette tendance?



Une foule de possibilités s'offrent à nous. Toutefois, je crois qu'il y a trois choses concrètes que nous pouvons faire pour remédier au malaise actuel au parlement.

Premièrement, traitons les adversaires politiques comme des collègues et cherchons des occasions de les connaître en dehors des couloirs du gouvernement. Cela ne devrait pas être si difficile. Nous sommes, après tout, encore des humains, et les humains sont des êtres sociables. Nous sommes conçus physiologiquement pour obtenir des résultats optimaux lorsque nous nous sentons en sécurité et en confiance.

Alors, faisons un effort spécial pour socialiser. Cela peut être aussi simple que d'organiser une soirée dans un bar local ou une activité récréative comme un match de hockey sur un étang. Dieu sait que nous pourrions tous profiter de l'exercice! La charge électorale est probablement l'un des modes de vie les moins sains à jamais avoir été créés : les heures sont longues, les contraintes de temps et le stress sont constants, les critiques (méritées ou non) fusent de tous les milieux, les repas sont pris à des heures irrégulières et sont incomplets sur le plan nutritionnel, et le temps réservé à l'exercice est pratiquement inexistant.

Deuxièmement, cherchons des options pour aborder la législation dans un environnement moins partisan et davantage axé sur la collaboration. Je parle ici des comités. Une grande partie de la législation dont nous traitons n'est pas urgente au point qu'elle doive être adoptée dans la semaine qui suit sa présentation. Pourtant, c'est la voie suivie dans de nombreuses assemblées législatives.

Je comprends que certaines assemblées renvoient déjà la plupart des projets de loi aux comités permanents pour examen, étude et débat. Je pense que c'est une excellente idée. Je ne dis pas qu'il faut faire les choses à huis clos; nos électeurs exigent que les politiques publiques soient débattues en public, et c'est exactement ce qui devrait arriver. Cependant, les comités multipartites sont, par nature, moins partisans et donnent souvent aux députés une réelle occasion de se pencher sur une question, d'entendre les intervenants et les experts et de prendre des décisions en collaboration.

Troisièmement, faisons un effort conscient pour élever le niveau de débat et de décorum dans chacune de nos

assemblées législatives respectives. La tâche peut sembler solitaire. Cela peut sembler quelque chose que personne ne remarque. Mais je peux vous assurer que les gens le remarquent et l'apprécient. Le changement de perception commencera avec les partisans des périodes des questions qui nous surveillent tous les jours, mais cela ne s'arrêtera pas là. Il a fallu une tragédie pour le prouver.

En novembre 2015, mon collègue et ami Manmeet Singh Bhullar a été tué sur l'autoroute 2, entre Edmonton et Calgary, lorsqu'il s'était arrêté pour aider un automobiliste bloqué dans la neige. Deux jours plus tard, en accord avec l'opposition officielle, chacun des huit membres du caucus progressiste-conservateur a posé des questions sincères sur des enjeux chers à Manmeet. Nous avons reçu des réponses tout aussi sincères et réfléchies. Cette journée a été incroyable, et même les membres les plus grisonnants de la Tribune de la presse ont convenu qu'ils n'avaient jamais rien vu de tel et ont demandé pourquoi chaque jour ne pouvait pas être comme celui-là.

Eh bien, peut-être que tous les jours ne peuvent pas être comme ce jour-là. Il y aura toujours de la partisanerie dans nos Chambres, et les gens s'opposeront de façon virulente. C'est normal, c'est prévu, et cela fait certainement partie de la dynamique du débat. Je sais que les 25 hommes qui se sont réunis à Charlottetown il y a 154 ans n'étaient pas d'accord non plus sur tout. Mais ils ont cherché un terrain d'entente, ils ont pris le temps de se connaître (il semble qu'il y avait de formidables fêtes chaque soir) et ils ont réussi à façonner un cadre qui a finalement conduit à la Confédération. C'était un peu comme l'accouplement des éléphants : cela avait lieu à un autre niveau, il y a eu beaucoup de barrissements et de trépignements, et il a fallu deux ans avant que quiconque sache si l'effort était couronné de succès.

Tout comme ces grands hommes d'État, ces bâtisseurs de la nation, il est temps pour nous de reprendre le flambeau et de trouver un terrain d'entente. Si nous faisons un effort conscient pour débattre de politique, et non de traits de personnalité, pour remettre en question les méthodes plutôt que les motivations et pour privilégier le sens politique plutôt que le sens du spectacle, nous pouvons aussi apporter une contribution durable à nos provinces et à notre pays.